

SOLO.

Erin's Isle ! in beauty rise,
Greet my lady's longing eyes,
While her proud ancestral halls
Echo long with cheery calls.
There glad welcome will go round,
Song and lyre of dalcet sound.
There the parting we must tell,—
Noble lady, fare thee well
Let us breathe, &c.

URSULINES, Quebec, Oct. 26th 1868.

Lady Monck visita ensuite tout le Couvent et exprima à diverses reprises aux Révérendes Mères Ursulines combien elle était satisfaite de tout de qu'elle voyait et combien elle regrettait de leur dire adieu.

Petite Revue Mensuelle.

Un caractère frappant d'incertitude marque notre époque : on attend tout de l'avenir et on doute de tout ce qui est présent. L'Espagne en révolution ne sait pas si un nouveau monarque présidera à sa destinée ou si elle ne se contentera pas d'un Président de République. La France n'est pas satisfaite ; à l'intérieur les esprits sont toujours agités, à l'extérieur les points noirs ne sont pas tout à fait disparus. Le roi d'Italie attend toujours le moment où il pourra se mettre en possession de Rome, et le Pape de son côté considère toujours l'usurpation de ses provinces comme un fait provisoire.

Sur ce continent, l'œuvre d'unification de la grande république paraît rétrograder plutôt qu'avancer, tandis que s'élabore au milieu de mille difficultés l'œuvre de la confédération de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord. Le Canada est aussi lui dans ce moment, sous un certain rapport, sous le régime du provisoire ; Sir Charles Wyndham depuis le départ de Lord Monck tient les rênes du gouvernement en attendant l'arrivée toute prochaine de notre nouveau gouverneur-général Sir John Young.

Arrivé à Québec en novembre 1861 et parti le 14 du présent mois, Lord Monck a donc été pendant sept années gouverneur général de l'Amérique Britannique. Peu de temps après son arrivée, nous étions sous le coup d'un grand danger, celui qu'entraînait l'affaire du Trent ; à plusieurs reprises, sous son administration le pays a été menacé d'invasion, et a même été envahi sur plusieurs points ; enfin de nombreuses crises ministérielles sont venues éprouver l'aptitude et les connaissances constitutionnelles de Lord Monck. Dans toutes ces circonstances, le gouverneur général s'est montré à la hauteur de sa tâche et si l'on a critiqué sa conduite lorsqu'il accorda à son premier ministre, M. Sanfield MacDonald, à la fois une reconstruction du cabinet et une dissolution des chambres, on s'est accordé à dire qu'il avait voulu par là éprouver toutes les chances constitutionnelles qu'un parti depuis longtemps absent du pouvoir pouvait trouver de s'y maintenir. Au nom de Lord Monck se rattacheront toujours l'un des plus grands événements de notre histoire, la confédération de quatre des provinces britanniques.

La législature d'Ontario s'est réunie le trois Novembre. Le nouveau lieut.-gouv. l'Honorable M. Howland a prononcé le discours du trône avec le cérémonial d'usage ; et l'adresse de la chambre a été votée sans division après deux soirées de débats. M. Lount, fils de celui qui fut exécuté pour cause politique en 1837, a été le moteur de l'adresse qui a été secondée par M. Calvin, le successeur de feu Sir Henry Smith au comté de Frontenac. Les principaux orateurs ont été du côté de l'opposition MM. McKellar, Blake et Boyd ; du côté ministériel, MM. Sanfield MacDonald, Lount et Cumberland.

La question de l'indépendance du parlement, et celle du double mandat ont été jusqu'ici les plus fécondes en discussions. Le premier ministre a proposé d'exclure de l'assemblée législative les ministres fédéraux et de décréter que les ministres provinciaux ne pourraient pas être non plus membres du parlement fédéral. Une proposition de M. Blake qui tendait à abolir entièrement le double mandat, a été rejetée à une très forte majorité, la chambre paraissant disposée à se contenter de la mesure soumise par le ministère.

Le *Canadian News* de Londres publie une nouvelle importante au sujet de la mission de Sir George Cartier et de M. MacDougall. "Nous sommes, dit ce journal, en position d'affirmer qu'il n'y a plus d'espoir de faire payer le gouvernement du Canada pour les droits de la compagnie de la Baie d'Hudson." Le gouvernement impérial en effet, d'accord avec le gouvernement du Canada, refuse de reconnaître les droits de la compagnie sur le Territoire. Le *Canadian News* ajoute : "Le gouvernement d'un territoire aussi vaste que celui dont il est question, ne peut coûter moins de \$25,000 par année, et même en supposant qu'une compagnie veuille faire cette dépense, elle ne pourrait convenablement être chargée d'une aussi grande responsabilité, résultant de l'organisation de ce territoire en colonies de la couronne, et comme cette organisation doit avoir lieu au plus tôt, il faut en charger le gouvernement du Canada ou celui de l'Em-

pire. Le gouvernement du Canada est prêt à faire toutes les dépenses nécessaires pour l'établissement non seulement d'un gouvernement, mais encore de moyens convenables de communication entre la Rivière-Rouge et le Canada ; ses engagements pécuniaires ne vont pas au-delà." Comme on le voit, les représentants du Canada ont bien réussi dans leur mission. Pendant leur séjour en Angleterre, Sir George E. Cartier et l'Hon. M. MacDougall ont passé quelques jours à Stowe, résidence d'été du Duc de Buckingham, ministre des Colonies ; ils ont aussi été présentés à Sir John Young notre nouveau gouverneur-général.

Cette question du territoire de la Baie d'Hudson, pleine d'intérêt pour nous, n'a cependant dû intéresser en Angleterre que les actionnaires de la Compagnie ; pour le peuple anglais, une question bien autrement importante attirait toute son attention, celle des élections générales. Les manifestes des chefs des deux partis sont publiés, celui de M. Disraeli sert de modèle aux candidats du parti tory, et il en est de même de celui de M. Gladstone pour les whigs. D'après M. Disraeli, les cris des partis, le *shibboleth* des élections générales doit être : *le pape ou la reine*. On voit que le cabinet sent le besoin de passionner ses partisans, au risque d'en fanatiser quelques-uns. Il est de fait, que la question de l'Eglise de l'Irlande jouera le premier rôle dans les élections ; mais de ce que l'Irlande verra disparaître un jour les exactions qui la ruinent, il ne s'en suivra pas que l'Angleterre ou l'Ecosse deviendra catholique, ni même que les populations protestantes d'Irlande se trouveront dans une plus mauvaise position. En Amérique, l'opinion générale est que le gouvernement perdra beaucoup par les élections. Le *Times* de Londres assure même que les libéraux gagneront cent vingt voix, ce qui enlèverait au ministère tout pouvoir de se soutenir même durant une semaine.

Aux Etats-Unis, les élections présidentielles ont été pour le moins aussi décisives : le général Grant a été élu Président par une majorité de 108 voix sur 317. Le triomphe n'appartient pas entièrement aux radicaux, car il a été prouvé que parmi les démocrates un grand nombre ont donné leur vote contre Seymour, leur candidat, en faveur de Grant qu'ils ne considéraient pas comme le candidat républicain, mais qu'ils considéraient comme le général populaire dont le nom est un prestige sans être un drapeau, comme dit "le *Courrier des Etats-Unis*." Le même journal, plus en état qu'aucun de juger de la situation politique des Etats-Unis, dit au sujet de l'élection du Président : "Nous nous réjouissons cordialement que la nomination du général Grant soit consacrée par une majorité décisive, bien que nous ne l'ayons pas souhaité, parce qu'il n'y a pas de pires situations que les situations équivoques, et qu'il n'y a rien de tel que de voir clair devant soi pour savoir où l'on va ; et, bien que l'élection de Seymour nous eût paru plus désirable, nous préférons Grant porté carrément au pouvoir par une élection sans ambage, à Seymour élevé à la Présidence par une élection ambiguë. Dans notre opinion, l'élection du général Grant ouvre une ère nouvelle dans la vie politique du peuple américain. Elle ferme forcément le cercle des agitations stériles qui ont succédé à la guerre et doit être le signal d'une réorganisation des partis comme l'ont été l'administration de Jefferson et celle de Jackson. Alors, nous l'espérons, surgira un nouveau parti qui sera le parti de la modération, de la conciliation, de l'honnêteté, et qui se tenant à distance égale des impatiences et des réactions, saura guider le pays au lieu de l'entraver dans l'accomplissement pacifique de ses hautes destinées."

En attendant, qui rétablira l'ordre dans les Etats du Sud ? et quand est-ce que le télégraphe cessera de nous annoncer des émeutes et des massacres quotidiens à la Nouvelle-Orléans ? Grant, indépendant du parti radical, serait le seul capable de rendre à ces beaux pays leur ancienne splendeur.

Il y est naturellement porté, et on se rappelle qu'en recevant les épées des généraux confédérés Lee et Jackson, il ne put contenir sa douleur à la vue de la dévastation du pays qu'il venait de conquérir. Depuis, à la ruine de la guerre, est venue s'ajouter une situation politique des plus affreuses. Si le nouveau Président se montre indépendant des partis, le Sud a tout à espérer ; mais s'il se croit le moins indépendamment obligé envers le parti radical il y a tout à craindre que poussé à bout par des mesures tyranniques, le sud n'arbore de nouveau l'étendard de la révolte. La situation est tendue. Le passage suivant extrait du "*Meschacébe*" Journal de la Louisiane, dépeint en traits lugubres et pleins d'indignation l'animation des esprits.

"L'émeute en permanence, telle est la situation que nous a faite le radicalisme. Il en procède, et il en subsiste. Pour conserver le pouvoir qu'il a usurpé, il calomnie la société qui le repousse. Il peuple de fantômes l'imagination des affranchis, excite en eux la peur, cette mauvaise conseillère, et leur met à la main le fusil et la torche. Il y a longtemps qu'il manœuvre ainsi dans l'ombre et ruine pour régner. . . . Les impudentes bravades et les outrages répétés ont fatigué la patience de ces blancs, déchus de leur splendeur. En mesurant la terre et en mordant la poussière, ils se relèveront plus forts comme Antée le vieux géant de Libye. Ont-ils le droit de s'indigner, ces artistes révolutionnaires du Nord qui allument bravement une trainée de poudre de plusieurs milliers de lieues ?

Socérateurs ou fanatiques, ils verront clair s'il le faut à la lumière de nos vastes incendies et finiront par croire à des témoignages écrits avec le sang. En définitive le blanc qu'on accuse toujours du péché originel de l'esclavage et qu'on damne sans merci, défendra son foyer et sa famille, dût-il s'envelopper sous un monceau de ruines fumantes.

Puisque la vérité est travestie, puisque la vieille union est aveugle et